

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي

UMOJA WA AFRICA



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

UNIÓN AFRICANA

Addis-Abéba, Éthiopie. Boîte Postale : 3243 Tél. : (251-11) 5513 822 Télécopie : (251-11) 5519 321
Courriel : situationroom@africa-union.org

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ
1228^{ÈME} RÉUNION

19 AOÛT 2024
ADDIS-ABÉBA, ÉTHIOPIE

PSC/PR/BR.1228 (2024)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) a consacré sa 1228^e réunion, tenue le 19 août 2024, à un exposé sur la situation au Soudan.

Le Conseil a rappelé ses décisions et prises de position antérieures sur la situation au Soudan, en particulier les communiqués [PSC/AHG/COMM.1218 (2024)], adopté lors de sa 1218^e réunion tenue au niveau des chefs d'État et de Gouvernement le 21 juin 2024 ; [PSC/AHG/COMM.1156 (2023)], adopté lors de sa 1156^e réunion tenue également au niveau des chefs d'État et de Gouvernement le 27 mai 2023 ; [PSC/PR/COMM.1149 (2023)], adopté lors de sa 1149^e réunion tenue le 16 avril 2023 ; et le communiqué de presse [PSC/PR/BR.1154 (2023)], adopté lors de sa 1154^e réunion tenue le 16 mai 2023.

Le Conseil a réaffirmé l'engagement soutenu de l'UA à respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité nationale et l'indépendance de la République du Soudan et a *réitéré* sa solidarité avec le peuple soudanais dans son aspiration légitime à la restauration de l'ordre constitutionnel par le biais d'un gouvernement dirigé par des civils.

Le Conseil a pris note du discours d'ouverture de S.E. Ambassadeur Tebelelo Alfred Boang, Représentant permanent de la République du Botswana auprès de l'UA et Président du CPS pour le mois d'août 2024 ; de la déclaration liminaire de S.E. Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire de l'UA aux Affaires politiques, à la paix et à la sécurité ; et de la communication de S.E. Dr Mohamed Ibn Chambas, Président du Groupe de Haut niveau de l'UA pour le Soudan et Haut Représentant de l'UA pour *Faire taire les armes en Afrique*.

Le Conseil a pris note, avec une profonde préoccupation, du conflit en cours entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide, qui a entraîné une crise humanitaire grave et sans précédent, des meurtres aveugles de civils innocents et la destruction gratuite d'infrastructures, y compris d'installations de missions diplomatiques, en violation flagrante de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, du Droit international humanitaire et du Droit international des droits de l'homme, et a averti les auteurs qu'ils devront rendre compte de leurs actes.

Le Conseil s'est déclaré profondément préoccupé par les informations faisant état de violences intercommunautaires dans diverses régions du Soudan, en particulier dans la région de Khartoum/Omdurman et au Darfour, notamment dans les États d'El Fasher et du Darfour-Nord, de Gezira et de Kordofan, ainsi que par la prolifération des armes et, à cet égard, a demandé que l'embargo, sur les armes, décrété par les Nations unies fasse l'objet d'un suivi efficace.

Le Conseil a fermement condamné les violations commises à l'encontre des enfants, des femmes et des filles, y compris les violences sexuelles et sexistes telles que l'utilisation systématique du viol comme arme de guerre.

Le Conseil a exigé que les parties belligérantes, à savoir les Forces de soutien rapide (RSF) et les Forces armées soudanaises (SAF), cessent immédiatement et inconditionnellement les combats et donnent la priorité aux intérêts du Soudan et de son peuple.

Le Conseil a réaffirmé qu'il ne peut y avoir de solution militaire viable et durable à la crise actuelle et que seul un véritable dialogue inclusif entre tous les Soudanais peut conduire à une solution consensuelle et durable.

Le Conseil a salué les inlassables efforts déployés par S.E. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, en sa qualité de Président du Comité présidentiel ad hoc du CPS, en

particulier ses engagements personnels avec les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide, en vue de parvenir à une cessation immédiate des hostilités et à un cessez-le-feu global, afin de mettre fin aux souffrances du peuple soudanais. À cette fin, le Conseil a appelé tous les acteurs, y compris les pays voisins, les CER/MR et la communauté internationale, à soutenir les travaux du Comité présidentiel ad hoc du CPS et à exercer une influence positive sur les parties au conflit.

Le Conseil a exprimé sa profonde inquiétude face à la grave crise humanitaire et, à cet égard, a demandé aux parties belligérantes de créer des corridors humanitaires, afin de faciliter l'accès de l'aide humanitaire aux populations dans le besoin, en particulier les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les personnes âgées. À cet égard, le Conseil s'est félicité de l'ouverture d'un poste frontière entre le Tchad et Nonn Danur via Adre pour les trois prochains mois, ainsi que des engagements pris pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire à travers Dabbah, afin de fournir une aide au Darfour et au Kordofan. Le Conseil demande aux deux parties d'ouvrir d'autres couloirs humanitaires, et ce pour une durée indéterminée, afin de permettre l'acheminement sûr et sans entraves de l'aide humanitaire dont le besoin se fait cruellement sentir.

Le Conseil a commémoré la Journée internationale de l'aide humanitaire et, à cet égard, a rendu hommage aux travailleurs humanitaires au Soudan et dans d'autres pays. Le Conseil a félicité les États membres de l'UA et les acteurs et agences humanitaires internationaux pour leur assistance et a *lancé un appel* à l'intensification de l'assistance humanitaire au peuple soudanais et à tous les pays voisins qui accueillent actuellement des réfugiés soudanais, dans un esprit de solidarité ; et a *exhorté* les partenaires internationaux à accélérer le décaissement des fonds promis, y compris lors de la Conférence humanitaire de Paris sur le Soudan, qui se tiendra en avril 2024. Le Conseil a *demandé* à la Commission de l'UA d'accélérer l'opérationnalisation de l'Agence humanitaire de l'UA (AHA) en Ouganda.

Le Conseil a également salué les efforts inlassables déployés par le Groupe de Haut niveau de l'UA (HLP-Soudan) et l'IGAD pour trouver une solution politique négociée et consensuelle au conflit au Soudan, y compris à travers la tenue, du 18 au 21 juillet 2024 et du 9 au 12 août 2024, à Addis-Abéba, de la réunion inaugurale et de la deuxième réunion préparatoire pour le dialogue politique inter-soudanais, en préparation d'un dialogue politique inclusif qui sera organisé dans un proche avenir.

Le Conseil a exprimé sa gratitude à toutes les parties prenantes soudanaises qui ont participé aux deux dernières consultations organisées par l'UA et l'IGAD pour réfléchir aux voies et moyens consensuels de résoudre pacifiquement le conflit armé en cours au Soudan, et les a encouragées à participer au prochain dialogue politique inter-soudanais inclusif, facilité par l'UA et l'IGAD.

Le Conseil s'est félicité du dialogue de paix des femmes soudanaises, organisé par la Commission de l'UA les 3 et 4 août 2024 à Kampala, Ouganda, qui a appelé toutes les femmes soudanaises à faire partie intégrante de tous les processus de paix pour le Soudan, y compris les négociations sur le cessez-le-feu, les dispositifs sécuritaires, les processus constitutionnels et de gouvernance, la justice transitionnelle, les processus de vérité et de rétablissement, et l'aide humanitaire.

Le Conseil a salué les efforts déployés par la République arabe d'Égypte, y compris à travers la convocation au Caire, le 6 juillet 2024, d'une réunion d'un large éventail d'acteurs politiques et civils soudanais, qui a préparé le terrain pour les consultations préparatoires du Dialogue inter-soudanais tenues en juillet et août 2024 à la Commission de l'UA, à Addis Abéba, en Éthiopie, sous les auspices de l'UA/IGAD.

Le Conseil a également salué les efforts déployés par la République de Djibouti en sa qualité de Président de l'IGAD, y compris la convocation de la deuxième réunion consultative sur le

renforcement de la coordination des initiatives et efforts de paix au Soudan, ainsi que la retraite de planification des médiateurs sur la situation au Soudan, tenues respectivement le 24 juillet 2024 et les 25 et 26 juillet 2004, à Djibouti.

Le Conseil a en outre félicité les Nations unies et la Ligue des États arabes pour les efforts qu'elles déploient actuellement en vue de rétablir la paix au Soudan et a encouragé le reste de la communauté internationale à soutenir pleinement les efforts déployés par l'UA/IGAD pour organiser un dialogue politique ouvert à tous les Soudanais.

Le Conseil s'est félicité des efforts déployés pour convoquer à nouveau le Processus de Djeddah, à Genève, en Suisse, en vue de parvenir à un cessez-le-feu global et de mettre fin à la guerre, et a exhorté les belligérants à participer activement au processus et à coopérer pleinement à la mise en œuvre de tous les accords conclus dans le cadre de ce Processus.

Le Conseil a pris note des pourparlers en cours à Genève, en Suisse, en vue de mettre fin au conflit soudanais, sous les auspices du Royaume d'Arabie Saoudite et des États-Unis d'Amérique, avec la participation de l'UA en tant qu'observateur, et a appelé les deux parties belligérantes à participer activement à ces pourparlers. Le Conseil a vivement encouragé les parties belligérantes à mettre de côté leurs intérêts particuliers, à placer les intérêts suprêmes du Soudan et de son peuple au-dessus de tout, à donner une chance à la paix et à participer aux pourparlers de bonne foi et, à cette fin, a souligné le rôle essentiel des pays voisins du Soudan pour influencer les belligérants.

Le Conseil a réitéré sa profonde préoccupation face à la prolifération des initiatives de médiation et de paix et a souligné l'importance d'une coordination et d'une complémentarité accrues des efforts de paix dans le cadre de la collaboration entre l'UA, l'IGAD et les pays voisins ; a réaffirmé le rôle central de l'UA, par l'intermédiaire du Groupe de Haut niveau, et de l'Envoyé spécial de l'IGAD, en coordination avec les efforts régionaux et internationaux visant à trouver une solution durable à la crise actuelle au Soudan, dans le cadre de la feuille de route de l'UA pour le règlement du conflit en République du Soudan ; et, dans le même ordre d'idées, a demandé instamment à tous les acteurs de veiller à ce que leurs efforts de paix soient complémentaires et coordonnés avec ceux de l'UA et de sa Feuille de route.

Le Conseil a également réitéré l'appel lancé à toutes les parties, aux acteurs nationaux et à la communauté internationale pour qu'ils renouvellent et accélèrent leurs actions en vue de la réalisation des six (6) piliers de la Feuille de route de l'UA.

Le Conseil a, une fois de plus, condamné toutes les formes d'ingérence étrangère dans le conflit au Soudan, en violation flagrante des décisions du CPS et de la Résolution 1556 (2004) du Conseil de sécurité des Nations unies ; et, dans ce contexte, a réitéré son appel en faveur d'une enquête immédiate et de l'identification de tous les acteurs qui alimentent le conflit, ainsi que de tous les saboteurs de paix ; et a également réitéré sa directive au Sous-comité du CPS chargé des sanctions de se concerter avec la Commission de l'UA et le Comité des services de renseignement et de sécurité d'Afrique (CISSA) pour identifier tous les acteurs extérieurs qui soutiennent les factions belligérantes militairement, financièrement et politiquement, ainsi que pour faire des propositions sur la manière de contenir chacun d'entre eux dans un délai stipulé ne dépassant pas trois (3) mois à compter de juin 2024.

Le Conseil a également réitéré la décision d'entreprendre une mission du CPS à Port-Soudan afin d'engager les parties dans la voie d'un règlement pacifique du conflit.

Le Conseil a convenu de demeurer activement saisi de la question.

2024-08-19

Press Statement of the 1228th Meeting of the Peace and Security Council held on 19 August 2024 on Briefing on the Situation in Sudan.

Peace and Security Council

African Union Commission

<https://papsrepository.africa-union.org/handle/123456789/2154>

Downloaded from PAPS Digital Repository, Department of Political Affairs, Peace and Security (PAPS)